

François Mitterrand et l’Afrique : ”Il a toujours eu une forme de paternalisme autoritaire”

Nadia Bouchenni

TV5Monde, 8 mai 2021

Entretien. Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République en France. Premier président socialiste de la V^e République, il a toujours entretenu des relations très fortes avec les pays francophones du continent africain. Pour les quarante ans de son élection, TV5MONDE s’est entretenu avec Antoine Glaser, journaliste spécialiste de l’Afrique et co-auteur avec Pascal Airault du livre ”Le piège africain de Macron” (Fayard), sur son rapport à l’Afrique.

TV5MONDE : François Mitterrand a eu une longue expérience africaine avant d’arriver à l’Élysée, comment peut on la qualifier ?

Antoine Glaser, journaliste spécialiste de l’Afrique et co-auteur avec Pascal Airault du livre ”Le piège africain de Macron” (Fayard) : C’est une expérience qui l’a profondément marqué. À mon avis, il est toujours resté un ministre de la France d’Outre-mer, dans son esprit (1950/1951). Il est marqué par cette période historique, pendant la colonisation et le dé-

but de la période post-coloniale. On ne peut pas dire qu’il ait franchement été pour la décolonisation de l’Afrique, contrairement à un autre socialiste comme Gaston Defferre, par exemple. Pour moi, François Mitterrand a toujours eu une forme de paternalisme autoritaire vis-à-vis de l’Afrique. En politique intérieure française, c’était un vrai socialiste. Il y a eu de vrais changements, des avancées sociales. Mais envers l’Afrique, il avait toujours cette posture politique à l’ancienne.

TV5MONDE : Qu’a suscité comme réactions l’arrivée de Mitterrand au pouvoir auprès de la population et des chefs d’État en Afrique ?

Antoine Glaser : Quand il a été élu Président de la République en 1981, c’était surtout auprès des diasporas en France qu’il y a eu comme un mouvement d’espoir. Le soir de son élection, dans l’euphorie générale, par exemple à Rue de Solferino devant le siège du PS, il y avait de nombreux Français d’origine africaine qui pensaient qu’avec cette victoire de François Mitterrand à Paris, les autocrates allaient trembler dans leurs palais en Afrique. Ils ont vite compris que cela n’allait

pas être le cas. L'année suivante, ces mêmes autocrates, en particulier Omar Bongo, ont obtenu la tête du premier ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot, qui voulait changer la politique française en Afrique, et conditionner l'aide française aux avancées démocratiques dans ces pays. Très vite, le pouvoir politique et les relations avec l'Afrique sont revenus à l'Élysée avec la nomination de Guy Penne. Il était franc-maçon, comme de nombreux chefs d'États africains et avait donc une relation privilégiée, bilatérale avec eux.

Dans les faits, il n'y a pas eu de vrais grands changements dans la politique africaine française. On est resté dans une politique paternaliste, celle des prés carrés. Antoine Glaser, journaliste

TV5MONDE : François Mitterrand a porté un discours que l'on pourrait qualifier de "tiers-mondiste" contre l'apartheid, le néo-colonialisme, à son arrivée au pouvoir. Comment cela s'est-il concrétisé sur le continent africain, dans les faits ?

Antoine Glaser : L'Afrique du Sud fait office d'exception dans la politique africaine du Parti Socialiste, avec des personnalités comme le premier ministre Laurent Fabius.

Là, il y a eu une rupture, c'est vrai. Tous les pouvoirs de droite précédents, en particulier sous Valéry Giscard d'Estaing, ont toujours eu des relations secrètes avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, en particulier dans le domaine de l'armement, ou l'achat de charbon, qui passaient par des comptes bancaires au Luxembourg. C'est l'un des rares points où l'on peut rendre hommage à François Mitterrand. La preuve est qu'il a été le premier chef d'État occidental à avoir été invité par Nelson Mandela après sa libération.

Cependant, à mon avis, c'est moins dû à François Mitterrand lui-même qu'au PS. Au sein du parti, il y avait tout de même un mouvement allant dans ce sens avec des liens très forts avec des militants socialistes et communistes anti-apartheid.

À part cela, dans les faits, il n'y a pas eu de vrais grands changements dans la politique africaine française. On est resté dans une politique paternaliste, celle des prés carrés. Même si on était dans une ère post-coloniale, la France défendait encore ses positions qui bénéficiaient d'une situation de rente. Il n'y avait pas de concurrence venant des autres puissances occidentales, puisqu'au nom de la lutte contre le bloc soviétique, elles laissaient la France gérer son pré carré. Elle bénéficiait toujours de matières premières à bas prix, comme le pétrole, l'uranium, le manganèse. Mitterrand s'est très vite installé dans la Françafrique traditionnelle.

TV5MONDE : Avait-il les moyens ou la volonté de rompre avec cette Françafrique ?

Antoine Glaser : À cette période, on était dans la *realpolitik* de la défense des intérêts

français. Dans cette politique, il y a quand même eu certains gestes. On peut reconnaître que l'un des rares dossiers où François Mitterrand a eu un impact positif, c'est avec la décision d'intervenir auprès du colonel Kadhafi en Libye. Il y avait envoyé Roland Dumas, pour négocier avec Kadhafi afin de calmer les tensions avec le Tchad. C'est le chancelier d'Autriche Bruno Kreisky, qui avait joué les intermédiaires. Ils ont ainsi obtenu un accord auprès du colonel Kadhafi, qui menaçait d'envahir le Tchad. S'il ne descendait pas plus au sud de la bande d'Aouzou (à la frontière avec le Tchad, ndlr), la France lui assurait qu'elle *"ne soutiendrait pas un président qui lui serait hostile à N'Djamena"*. Hissène Habré, alors au pouvoir au Tchad avait par la suite, autorisé l'installation sur son territoire de rebelles libyens, la France, via la DGSE, l'a évincé du pouvoir pour aider Idriss Déby à s'y installer en 1990, et ce, jusqu'à sa mort récemment. On était encore dans une période de Guerre Froide.

Finalement, Mitterrand était beaucoup plus hostile aux Anglais ou aux Américains que ses prédécesseurs, ce qui l'a mené à l'épouvantable politique au Rwanda, où il a épousé la cause d'un noyau de militaires. C'était le côté arrogant de Mitterrand. Pour lui, la Belgique était incapable de s'occuper de son pré-carré, du Rwanda et du Burundi, qui sont des pays francophones. La France devait défendre la francophonie, jusqu'au Rwanda, ce qui a donné une politique de soutien à un régime génocidaire. C'est la charnière de la fin de la guerre froide.

Il n'y a pas eu de rupture car ces relations faisaient toujours partie de la défense de la *realpolitik* française, des intérêts français, de sa diplomatie d'influence. Antoine Glaser, journaliste

TV5MONDE : Quels étaient les liens de François Mitterrand et de son clan avec les chefs d'État de ce fameux pré carré africain ?

Antoine Glaser : C'était des liens très personnels. Quand il ne gérait pas directement certains sujets, il y avait toujours des hommes de l'ombre pour aller régler les problèmes, comme Roland Dumas avec Omar Bongo. Lui même avait des relations particulières avec Félix Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire. Il n'y a pas eu de rupture car ces relations faisaient toujours partie de la défense de la *realpolitik* française, des intérêts français, de sa diplomatie d'influence. Ce système qu'on a appelé pour faire court la Françafrique, était un système intégré politique, militaire, financier avec le franc CFA. Cela n'a pas bougé jusqu'à la fin de la Guerre Froide. Et pour moi, ce n'est pas la France qui a fait bouger cela mais l'Afrique elle-même, qui s'est mondialisée.

TV5MONDE : Justement, son discours lors du 16^e sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990,

dans lequel il affirme que l'aide de la France dépendrait dorénavant des avancées dans la voie de la démocratie n'était donc pas le tournant qu'on croyait ?

Antoine Glaser : Je ne crois absolument pas qu'il y ait eu une quelconque intention de Mitterrand de prendre cette décision. Ce n'était pas l'initiative de la France. Il le dit lui-même, il y a eu de nombreux changements géopolitiques avec la réunification de l'Allemagne et la fin de la Guerre Froide. Il fallait qu'il y ait aussi une ouverture démocratique dans les pays du sud après cette ouverture dans les pays de l'Est. Pour ce qui est du discours de La Baule, c'est en fait Erik Orsenna en charge de ses discours, qui est allé un peu plus loin que ce que Mitterrand voulait. D'ailleurs, lors du sommet de la Francophonie à Paris, l'année suivante, Mitterrand relativisait déjà son propos. *"Chacun devrait aller à son rythme"*, avait-il dit en parlant de la démocratisation de l'Afrique. Il ne fallait pas s'emballer. Alors oui, il y a eu une certaine ouverture, mais c'était vraiment grâce à la chute du Mur de Berlin. Ce qui est surprenant, à mes yeux, c'est comment la France a vu le changement en Europe mais a continué à faire comme si elle était encore chez elle en Afrique, avec une reprise en main autoritaire dans de nombreux pays.

TV5MONDE : Quel a été le plus grand échec de François Mitterrand en Afrique ?

Antoine Glaser : Le Rwanda, bien évidemment. C'était un échec tant politique que moral. Il y a eu un vrai manque de vision, de compréhension, avec toujours ce mépris

et cette arrogance envers l'Afrique. Il ne faut pas oublier que Mitterrand était déjà extrêmement fatigué à cette époque, l'Afrique passait après le reste. Le Rwanda c'est indicible, mais c'est un dossier en 1990 qui était soustraité à Paris, qui avait été laissé aux mains de quelques généraux et de la cellule Afrique, qui ont fait du zèle d'ethnisme. Après La Baule, la règle c'était la majorité qui devait être au pouvoir. Donc les Hutus représentaient 80% de la population au Rwanda, la France a pensé qu'ils resteraient des décennies. C'est cette vision qui a causé aussi cette horreur.

La France n'a pas vu ce qu'impliquerait la chute du Mur de Berlin et la fin de la Guerre Froide. Elle n'a pas vu la mondialisation de l'Afrique. Chaque ancienne puissance coloniale est toujours restée dans le confort de son pré carré.

TV5MONDE : Quelle a été sa plus grande réussite en Afrique ?

Antoine Glaser : Même s'il a bénéficié de la fin de la lutte contre l'apartheid, son voyage en Afrique du Sud à la libération de Nelson Mandela a été marquant. Le voir en compagnie du couple Mandela, c'était un changement très important. François Mitterrand a également quand même bien fait avancer les questions de l'annulation des dettes des pays les plus pauvres. Cela a d'ailleurs été repris par Jacques Chirac, plus tard.

TV5MONDE : À quoi renvoie le nom de François Mitterrand aujourd'hui en Afrique francophone ? Ce nom est-il passé à la postérité ?

Antoine Glaser : Il faudrait plutôt poser cette question à des Africains. Mais si on

faisait un sondage, il faudrait préciser "*à l'exception du dossier rwandais*". Aujourd'hui, c'est le Rwanda qui reviendrait en premier, surtout après le rapport Duclert qui a clairement ciblé François Mitterrand comme le décideur, comme celui qui a laissé faire, avec un noyau de quelques personnes autour de lui. C'était vraiment un dossier politique, élyséen. La DGSE avait d'ailleurs déconseillé au président d'y aller, et laisser la Belgique gérer cela.